

15 février 1993 créant un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 janvier 2017;

Vu l'accord de la Ministre de Budget, donné le 15 février 2017;

Vu l'avis 61.118/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2017 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les membres du Conseil d'administration du Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains bénéficient d'un jeton de présence de 25 euros par réunion. Ce montant est doublé pour le président et l'administrateur membre du bureau.

Art. 2. Les membres du Conseil d'administration ont droit au remboursement des frais de parcours conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours des membres du personnel des services publics fédéraux.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2014.

Art. 4. Le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'état de l'Asile et de la Migration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

T. FRANCKEN

uitvoering van artikel 5 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 27 januari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 15 februari 2017;

Gelet op advies nr. 61.118/4 van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2017;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De leden van de raad van Bestuur van het federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel genieten een zitpenning van 25 euro per vergadering. Dit bedrag wordt verdubbeld voor de voorzitter en de bestuurslid-lid van het bureau.

Art. 2. De leden van de raad van bestuur hebben recht op de terugbetaling van de verplaatsingskosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten toegekend aan de leden van het personeel der federale overheidsdiensten.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 september 2014.

Art. 4. De minister van Binnenlandse Zaken en de staatssecretaris bevoegd voor Asiel en Migratie zijn belast, elk voor wat hen betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

T. FRANCKEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/12016]

31 MAI 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise une adaptation de l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales.

Ce projet a pour but d'une part, d'adapter l'arrêté royal du 21 janvier 2007 précité aux changements intervenus au sein du SPF Finances, à savoir l'introduction des nouvelles carrières et de la nouvelle structure du département et d'autre part, d'augmenter le nombre de fonctionnaires des administrations générales fiscales mis à disposition des parquets.

Pour ce qui concerne l'actualisation, les principales modifications peuvent être résumées comme suit :

- l'introduction tant des nouvelles carrières que de la nouvelle structure du SPF Finances nécessitent une adaptation de l'arrêté royal susmentionné à la nouvelle situation;

- pour cette même raison, les règles de classement utilisées pour fixer l'ordre de priorité des candidats à une mise à disposition qui ont été considérés comme étant de valeur égale par le Comité de direction sont réécrites;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/12016]

31 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij ter ondertekening aan Uwe Majesteit voorleggen, beoogt een aanpassing van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken.

Het heeft enerzijds als doel voormeld koninklijk besluit van 21 januari 2007 aan te passen aan de veranderde actualiteit binnen de FOD Financiën, met name ingevolge de invoering van de nieuwe loopbanen en de nieuwe structuur van het departement en anderzijds de verhoging van het aantal ambtenaren van de algemene fiscale administraties ter beschikking gesteld bij de parketten.

Wat betreft de actualisering kunnen de belangrijkste wijzigingen als volgt worden samengevat :

- de invoering van de nieuwe loopbanen en de nieuwe structuur van de FOD Financiën maken dat bovenvermeld koninklijk besluit dient te worden aangepast aan deze nieuwe situatie;

- om dezelfde reden worden de rangschikingsregels herschreven die worden gehanteerd om de orde van voorrang te bepalen van de kandidaten voor een terbeschikkingstelling en die door het Directiecomité als gelijkwaardig worden beschouwd;

- suite à la nouvelle structure susmentionnée, les dispositions relatives entre autres, au maintien des droits au sein du SPF Finances du fonctionnaire mis à disposition, aux droits de ce fonctionnaire lors de son retour suite à la fin de sa mise à disposition, ... sont reformulées dans le sens où il est chaque fois question de l'administration générale d'origine au lieu de l'administration d'origine;

- il est prévu d'une part, que pour entrer en ligne de compte pour une mise à disposition, les fonctionnaires doivent être nommés à titre définitif dans le niveau B ou dans la classe A1, A2 ou A3 du niveau A (il y a donc désormais une exclusion de la classe A4 et au-delà) et d'autre part, qu'il puisse être mis fin anticipativement à la mise à disposition lors d'une nomination dans la classe A4 sauf décision contraire des ministres compétents.

Suite à l'abrogation de l'article 12 de l'arrêté royal du 21 janvier 2007 précité, l'article 6 de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale est d'application en matière d'évaluation des fonctionnaires fiscaux mis à disposition, ce qui implique l'attribution d'office de la mention « répond aux attentes ».

En effet, et pour rappel, lorsque l'évaluation des fonctionnaires fédéraux n'est pas directement prévue dans le dispositif réglementaire qui instaure le principe d'une mise à disposition ou d'un détachement, ni ailleurs, l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale s'applique par défaut.

Il est fait remarquer qu'il n'y a aucune modification apportée aux dispositions relatives au régime disciplinaire auquel les agents mis à disposition sont soumis, vu que les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 21 janvier 2007 précité leur sont applicables. Les agents mis à disposition restent soumis au régime disciplinaire repris dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. En ce qui concerne le supérieur hiérarchique compétent pour entamer la procédure disciplinaire, l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant désignation, au Service public fédéral Finances des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'application de l'article 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, est également applicable aux agents mis à disposition.

Suite au contrôle budgétaire, le Conseil des Ministres du 22 avril 2016 a en outre décidé que le nombre de fonctionnaires fiscaux mis à disposition par le SPF Finances auprès des parquets serait augmenté de 15 ETP. Etant donné qu'actuellement 18 fonctionnaires fiscaux peuvent déjà être mis à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le nombre total des mises à disposition est donc porté à 33.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

AVIS 61.293/2 DU 27 AVRIL 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'MODIFIANT L'ARRÊTE ROYAL DU 21 JANVIER 2007 DETERMINANT LES MODALITES DE LA MISE À DISPOSITION DU PROCUREUR DU ROI OU DE L'AUDITEUR DU TRAVAIL AUX FINS DE LES ASSISTER DANS L'EXERCICE DE LEURS MISSIONS, DE FONCTIONNAIRES DES ADMINISTRATIONS FISCALES'

Le 3 avril 2017, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 avril 2017.

La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Wanda Vogel, conseillers d'Etat, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Pauline Lagasse, auditeur adjoint.

- omwille van bovenvermelde nieuwe structuur worden de bepalingen die betrekking hebben op o.a. het behoud van de rechten van de ter beschikking gestelde ambtenaar binnen de FOD Financiën, zijn rechten bij terugkeer na zijn terbeschikkingstelling, ... geherformuleerd in die zin dat er telkens sprake is van de algemene administratie van oorsprong i.p.v. de administratie van oorsprong;

- er wordt voorzien dat, om in aanmerking te komen voor een terbeschikkingstelling, de ambtenaren moeten vast benoemd zijn in het niveau B of in de klasse A1 tot A3 (dus niet meer A4 en hoger) in het niveau A en dat de terbeschikkingstelling vervroegd kan worden beëindigd bij benoeming in de klasse A4 behoudens andersluidende beslissing van de bevoegde ministers.

Door de opheffing van artikel 12 in het bovenvermeld koninklijk besluit van 21 januari 2007, wordt inzake de evaluatie van de ter beschikking gestelde fiscale ambtenaren, artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing, wat inhoudt dat ambtshalve de vermelding "voldoet aan de verwachtingen" wordt toegekend.

Inderdaad en ter herinnering, bij gebrek aan een uitdrukkelijke regeling inzake de evaluatie van de federale ambtenaren hetzij in het reglementaire dispositief betreffende de regeling van het principe van een terbeschikkingstelling of een detachering, hetzij elders, is het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing.

Er wordt opgemerkt dat er geen wijzigingen worden aangebracht aan de bepalingen betreffende de tuchtregeling waaraan de ter beschikking gestelde ambtenaren zijn onderworpen, zoals deze zijn opgenomen in de artikelen 13 en 14 van het basisbesluit van 21 januari 2007. De ter beschikking gestelde ambtenaren blijven immers onderworpen aan de tuchtregeling vervat in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. Wat betreft de hiërarchische meerdere die bevoegd is om de tuchtprocedure op te starten, is ook voor hen het ministerieel besluit van 30 november 2016 tot aanwijzing, bij de Federale Overheidsdienst Financiën, van de bevoegde hiërarchische meerdere voor de toepassing van artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, van toepassing.

Naar aanleiding van de begrotingscontrole heeft de Ministerraad op 22 april 2016 daarenboven beslist het aantal ter beschikking gestelde fiscale ambtenaren van de FOD Financiën bij de parketten op te trekken met 15 VTE's. Aangezien er momenteel reeds 18 fiscale ambtenaren kunnen worden ter beschikking gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, wordt het totale aantal terbeschikkingstellingen bij Justitie opgetrokken naar 33.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Justitie,
K. GEENS
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

ADVIES 61.293/2 VAN 27 APRIL 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 21 JANUARI 2007 TOT VASTSTELLING VAN DE REGELS WAARBIJ AMBTENAREN VAN DE FISCALE ADMINISTRATIES TER BESCHIKKING WORDEN GESTELD VAN DE PROCUREUR DES KONINGS OF VAN DE ARBEIDSAUDITEUR TENEINDE HEN BIJ TE STAAN IN DE UITOEFENING VAN HUN TAKEN'

Op 3 april 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 april 2017.

De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Wanda Vogel, staatsraden, en Charles-Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Pauline Lagasse, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 avril 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet n'appelle aucune observation.

Le greffier,
Charles-Henri Van Hove.

Le président,
Pierre Vandernoot.

31 MAI 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, l'article 71, modifié par la loi du 10 juin 1997;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 23 septembre 2015 et 7 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 28 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2016;

Vu le protocole de négociation n° C.D. 337/D/101 du Comité de Secteur II – Finances, conclu le 17 mars 2017;

Vu l'avis 61.293/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, l'article 8, § 1^{er}, 4^o;

Considérant que le présent arrêté est dispensé de l'analyse d'impact vu qu'il est relatif à l'autorégulation de l'autorité fédérale;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales, le mot « générales » est inséré entre les mots « des administrations » et le mot « fiscales ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1^o, le mot « générale » est inséré entre les mots « d'une administration » et le mot « fiscale »;

b) dans le 2^o, le mot « générale » est inséré entre les mots « d'une administration » et le mot « fiscale »;

c) le 3^o est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o être nommés à titre définitif dans le niveau B ou dans la classe A1 à A3 du niveau A et avoir obtenu la mention « exceptionnel » ou « répond aux attentes » à leur dernière évaluation; ».

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 april 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft behoeft over het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De griffier,
Charles-Henri Van Hove.

De voorzitter,
Pierre Vandernoot.

31 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, artikel 71, gewijzigd bij de wet van 10 juni 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 september 2015 en 7 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 28 september 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 12 december 2016;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. D.I. 337/D/101 van het Sectorcomité II – Financiën, gesloten op 17 maart 2017;

Gelet op het advies 61.293/2 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, artikel 8, § 1, 4^o;

Overwegende dat dit besluit is vrijgesteld van de regelgevingsimpactanalyse omdat het betrekking heeft op de auto-regulering van de federale overheid;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken wordt het woord "algemene" ingevoegd tussen de woorden "ambtenaren van de" en de woorden "fiscale administraties".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1^o wordt het woord "algemene" ingevoegd tussen de woorden "die afkomstig zijn van een" en de woorden "fiscale administratie";

b) in de bepaling onder 2^o wordt het woord "algemene" ingevoegd tussen de woorden "de ambtenaar van een" en de woorden "fiscale administratie";

c) de bepaling onder 3^o wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 1^o vervangen als volgt :

"1^o vast benoemd zijn in het niveau B of in de klasse A1 tot A3 van het niveau A en bij hun laatste evaluatie de vermelding "uitzonderlijk" of "voldoet aan de verwachtingen" hebben gekregen;".

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Sur base des postulations, un classement des candidats est établi par le Comité de direction du Service public fédéral Finances. Ce classement est établi par résidence administrative, comme mentionné en annexe.

Pour établir ce classement, le Comité de direction tient compte des qualités professionnelles eu égard notamment aux exigences formulées à l'article 4, 2°.

Lorsque le Comité de direction estime que plusieurs candidats doivent être considérés comme étant de valeur égale, priorité est donnée aux agents appartenant au niveau A.

L'ordre de priorité parmi les agents du niveau A est fixé comme suit :

1. l'agent nommé dans la classe la plus haute;
2. entre les agents nommés dans la même classe, l'agent qui compte l'ancienneté de classe la plus grande;
3. à égalité d'ancienneté de classe des agents appartenant à une même classe, l'agent qui compte l'ancienneté de service la plus grande;
4. à égalité d'ancienneté de service des agents appartenant à une même classe, l'agent le plus âgé.

Parmi les agents du niveau B, priorité est donnée aux titulaires du grade d'expert fiscal.

Sans préjudice de l'alinéa 5, l'ordre de priorité parmi les agents du niveau B est fixé comme suit :

1. l'agent qui compte l'ancienneté de grade la plus grande;
2. à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte l'ancienneté de service la plus grande;
3. à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Situation de l'agent mis à disposition dans son administration générale d'origine ».

Art. 6. Dans l'article 8 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans l'administration » et les mots « d'origine ».

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. L'agent mis à disposition conserve dans son administration générale d'origine ses droits à la promotion, au changement de grade et à la mutation.

A cet effet, il reçoit les dispenses de service nécessaires à la participation aux formations et aux examens de carrière.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, il conserve son échelle de traitement, les bonifications d'échelle, le complément, le complément de traitement, le supplément ainsi que ses primes et allocations pour autant qu'il continue à remplir les conditions d'octroi.

Pour l'application du présent article, le complément, le complément de traitement et le supplément sont ceux tels que définis à l'article 6, 2° à 4°, de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances. ».

Art. 8. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « les changements de classe de métiers, » sont abrogés;
- 2° dans l'alinéa 2, les mots « un changement de classe de métiers, » sont abrogés.

Art. 9. Dans le même arrêté, le chapitre 5 comportant l'article 12 est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « le blâme ou » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° lorsque l'agent est nommé dans un emploi de la classe A4; »;

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 6. Aan de hand van de postulaties worden de kandidaten gerangschikt door het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën. De rangschikking wordt opgesteld per administratieve standplaats, zoals vermeld in de bijlage.

Om die rangschikking vast te stellen houdt het Directiecomité rekening met de beroepsbekwaamheid inzonderheid met het oog op de vereisten geformuleerd in artikel 4, 2°.

Wanneer het Directiecomité van oordeel is dat verscheidene kandidaten als gelijkwaardig moeten worden beschouwd, wordt voorrang verleend aan de ambtenaren van het niveau A.

De orde van voorrang onder de ambtenaren van het niveau A wordt als volgt geregeld :

1. de ambtenaar benoemd in de hoogste klasse;
2. onder de ambtenaren benoemd in eenzelfde klasse, de ambtenaar met de grootste klasseancienniteit;
3. bij gelijke klasseancienniteit van ambtenaren behorend tot eenzelfde klasse, de ambtenaar met de grootste dienstancienniteit;
4. bij gelijke dienstancienniteit van ambtenaren behorend tot eenzelfde klasse, de oudste ambtenaar.

Onder de ambtenaren van het niveau B, wordt voorrang verleend aan de titularissen van de graad van fiscaal deskundige.

Onverminderd het vijfde lid, wordt de orde van voorrang onder de ambtenaren van het niveau B als volgt geregeld :

1. de ambtenaar met de grootste graadancienniteit;
2. bij gelijke graadancienniteit, de ambtenaar met de grootste dienstancienniteit;
3. bij gelijke dienstancienniteit, de oudste ambtenaar.”.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III als volgt vervangen :

“HOOFDSTUK III. — Toestand van de ter beschikking gestelde ambtenaar in zijn algemene administratie van oorsprong”.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemeen” ingevoegd tussen de woorden “dienstactiviteit in de” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 9. De ter beschikking gestelde ambtenaar behoudt in zijn algemene administratie van oorsprong zijn rechten op bevordering, verandering van graad en mutatie.

Te dien einde bekomt hij de nodige dienstvrijstellingen voor deelname aan opleidingen en loopbaanexamens.

Hij behoudt, onverminderd het eerste lid, zijn weddeschaal, de schaalbonificaties, het complement, het weddecomplement, het supplement, alsook zijn premies en toelagen, voor zover hij de toekenningsvoorwaarden verder vervult.

Voor de toepassing van dit artikel dienen het complement, het weddecomplement en het supplement te worden begrepen, zoals ze werden gedefinieerd in artikel 6, 2° tot 4°, van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën.”.

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden “de veranderingen van vakklasse,” geschrapt;
- 2° in het tweede lid worden de woorden “een verandering van vakklasse,” geschrapt.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt het hoofdstuk 5 dat het artikel 12 bevat, opgeheven.

Art. 10. In artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, in de bepaling onder 3°, worden de woorden “de blaam of” opgeheven;

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt :

“4° wanneer de ambtenaar benoemd wordt in een betrekking behorend tot de klasse A4;”;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il est d'office mis fin à la mise à disposition lorsque l'agent est désigné pour une fonction de management ou une fonction d'encadrement. ».

Art. 11. Dans l'article 17 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « de l'administration » et les mots « fiscale concernée, ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre X est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE X. — Retour de l'agent dans son administration générale d'origine à la fin de sa mise à disposition ».

Art. 13. Dans l'article 18 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de métiers » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de métiers » sont chaque fois abrogés;

3° dans l'alinéa 3, les mots « changement de classe de métiers, » sont abrogés.

Art. 14. Dans l'article 19 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans son administration » et les mots « d'origine ».

Art. 15. Dans l'article 20 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans son administration » et les mots « d'origine ».

Art. 16. Dans l'article 22 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « L'administration » et les mots « d'origine ».

Art. 17. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 18. Les procédures de mise à disposition qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en cours continuent à être réglées par les dispositions qui étaient en vigueur avant cette date.

Art. 19. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Annexe à l'arrêté royal du 31 mai 2017 modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales

Annexe à l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations générales fiscales

Dans le ressort de la cour d'appel visée à la colonne 1^{er} du tableau ci-après, dans les résidences fixées dans la colonne 2, il est mis à la disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le nombre d'agents déterminés à la colonne 3.

1	2	3
Cour d'appel/Hof van beroep	Résidence/Standplaats	Nombre d'agents mis à disposition/ Aantal ter beschikking gestelde ambtenaren
Bruxelles/Brussel	Bruxelles/Brussel	11 (7F+4N)

3° het wordt aangevuld met een lid, luidende :

“De terbeschikkingstelling wordt van ambtswege beëindigd wanneer de ambtenaar wordt aangesteld in een managementfunctie of in een staffunctie.”.

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “de algemene leiding van de betreffende” en de woorden “fiscale administratie”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk X als volgt vervangen :

“HOOFDSTUK X. — Terugkeer van de ambtenaar in zijn algemene administratie van oorsprong na het beëindigen van zijn terbeschikkingstelling”.

Art. 13. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “vakklasse” vervangen door het woord “klasse”;

2° in het tweede lid wordt telkens het woord “vakklasse” vervangen door het woord “klasse”;

3° in het derde lid worden de woorden “verandering van vakklasse,” geschrapt.

Art. 14. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “zijn functies bij zijn” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 15. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “Na zijn terugkeer in zijn” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 16. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen het woord “De” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 18. De procedures tot terbeschikkingstelling, die op datum van inwerkingtreding van dit besluit lopende zijn, worden verder geregeld door de bepalingen zoals die van kracht waren voor die datum.

Art. 19. De minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor de Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Bijlage bij het koninklijk besluit van 31 mei 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken

Bijlage bij het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de algemene fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken

In het ambtsgebied van het hof van beroep bedoeld in kolom 1 van de hierna vermelde tabel, in de standplaatsen bepaald in kolom 2, wordt het aantal ambtenaren bedoeld in kolom 3 ter beschikking gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur.

Liège/Luik	Liège/Luik	6
Gand/Gent	Gand/Gent	5
Anvers/Antwerpen	Anvers/Antwerpen	6
Mons/ Bergen	Mons/ Bergen Charleroi Tournai/Doornik	2 2 1

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 31 mai 2017 modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions, de fonctionnaires des administrations fiscales.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 31 mei 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2016/12301]

2 MAI 2017. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 février 2016, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs (parcs et jardins) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 février 2016, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs (parcs et jardins).

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2016/12301]

2 MEI 2017. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2016, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in de vervoerskosten van de werknemers (parken en tuinen) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 februari 2016, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in de vervoerskosten van de werknemers (parken en tuinen).

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.